

LE BULLETIN DE VEILLE

Numéro
397

06 AVRIL 2020



SOMMAIRE

○	INSOLITE	3
	IL PROFITE DU CONFINEMENT POUR BRAQUER UNE BANQUE	3
○	ACTUALITES	3
	CORONAVIRUS : BPIFRANCE EN PREMIERE LIGNE POUR SOUTENIR LES GROUPES FRANÇAIS	3
	CORONAVIRUS : LES ASSUREURS VONT INVESTIR 200 MILLIONS D'EUROS DANS LE FONDS DE SOLIDARITE	4
○	OFFRES	4
	HSBC EXPLOITE LES DONNEES D'ALIBABA	4
	LA NEOBANQUE BRITANNIQUE REVOLUT SE LANCE AUX ETATS-UNIS	5
○	DISTRIBUTION	5
	LES RESEAUX BANCAIRES A L'EPREUVE DE LA CRISE	5
	CORONAVIRUS : LES PLATEFORMES DE PRETS POUR PME REAGISSENT FACE A LA CRISE	6
	SQUARE OUVRIRA UNE BANQUE AUX ETATS-UNIS DES 2021	6
○	DIGITAL	7
	LA BANQUE OUVERTE AU SECOURS DES FREELANCES	7
	ENCORE PEU DE PROCESSUS AUTOMATISES DE BOUT EN BOUT DANS L'ASSURANCE	7
	LA PARISIENNE ASSURANCES AUTOMATISE LA GESTION DES CONTRATS VIA LA BLOCKCHAIN QUORUM	8
○	PAIEMENTS	8
	CARTE BANCAIRE : LE PLAFOND DU SANS CONTACT RELEVE A 50 EUROS... APRES LA CRISE	8
	LYDIA ET PAYPLUG GRATUITS POUR LES MEDECINS QUI TELECONSULTENT	9
	MALGRE LA CRISE, LA BANQUE DE FRANCE POURSUIT SES TRAVAUX SUR UNE E-MONNAIE	9
○	REGLEMENTAIRE	10
	IFRS 17 : UN NOUVEAU REPORT ACTE	10
	CORONAVIRUS : GROUPE PASTEUR MUTUALITE POUR LE DON DE RTT AUX SOIGNANTS	10
○	RAPPROCHEMENTS	11
	CRISE DU CORONAVIRUS : QUELLES CONSEQUENCES SUR L'OPERATION COVEA-PARTNERRE ?	11

INSOLITE

Il profite du confinement pour braquer une banque

25 MARS 2020 – TVTN

Alors que la population est invitée à observer les règles d'un confinement strict à domicile, un homme a braqué une des agences **Banque de Polynésie**, à **Punaauia**.

Le Mercredi 25 Mars, entre 12 heures 45 et 13 heures, un homme s'est présenté au guichet d'une des agences Banque de Polynésie à Punaauia et a demandé le contenu de la caisse.

Il a montré la crosse d'un pistolet caché dans ses vêtements et est reparti avec 2 millions de Fcfp (*NDLR : environ 16 800 euros*) en liquide. Une enquête a été ouverte.

Le Comité des Banques de Polynésie française de la Fédération Bancaire Française (**FBF**) a fait part de sa consternation et de son incompréhension face à un tel geste.

EN SAVOIR+

ACTUALITES

Coronavirus : Bpifrance en première ligne pour soutenir les groupes français

24 MARS 2020 – LES ECHOS

Intervenant en financement et en capital, la banque publique est un rouage essentiel dans le dispositif dégainé par **l'Etat**. C'est elle qui apposera la garantie publique sur les prêts en trésorerie octroyés aux entreprises. A terme, elle pourra aussi servir de véhicule en cas de prise de participation publique.

C'est par la banque publique d'investissement que vont passer la majeure partie des 300 milliards d'euros de prêts bancaires garantis jusqu'à 90% par **l'Etat** (PGE). Les entreprises pourront désormais demander à leur banque un prêt pouvant représenter jusqu'à 3 mois de chiffre d'affaires.

La **BPI** sera aussi en première ligne s'il est nécessaire d'entrer au capital d'une entreprise fragilisée. Elle en a les outils et l'expérience : elle gère déjà l'ex-Fonds stratégique d'investissement (FSI), créé en 2009 pour venir en aide aux entreprises en difficulté à cause de la crise financière, et les protéger d'éventuels raids hostiles d'investisseurs, notamment dans les secteurs jugés stratégiques.

Bpifrance est déjà conscient des problèmes de financement que peuvent rencontrer les plus petites sociétés. Elle va mettre sur pied deux fonds dédiés de 100 millions d'euros, l'un pour les PME, l'autre pour les start-up, avec des tickets de 1 à 1,5 million. L'investissement pourra se faire via des **OBSA** (Obligations à bons de souscription d'actions). **EN SAVOIR+**



Une agence bancaire braquée : réaction de la FBF

Ce mercredi 25 mars, une agence de la Banque de Polynésie a été victime d'un braquage. En cette période de crise sanitaire où chaque Polynésien est appelé au respect des consignes de sécurité sanitaire et à la solidarité pour faire face à cette épidémie, le Comité des Banques de Polynésie française de la Fédération Bancaire Française (F.B.F.) fait part de sa consternation et de son incompréhension face à un tel geste.

Depuis le début du confinement, les banques restent ouvertes et leurs salariés se mobilisent sans relâche pour assurer une continuité de service aux clients, continuité indissociable au maintien de l'activité économique du Pays.

Aussi, le Président du comité polynésien de la FBF souhaite fortement dénoncer cet acte inadmissible, surtout dans un tel contexte.



« Dans cette crise mondiale sanitaire et financière inédite, la priorité des assureurs est d'assurer la continuité de leurs activités pour protéger au mieux leurs clients. Les assureurs ont à cœur de prendre part au mouvement de solidarité nationale, aux côtés des pouvoirs publics, pour venir en aide aux personnes et entreprises les plus fragiles. Il est de notre devoir à tous de nous inscrire dans ce mouvement d'union nationale pour sortir ensemble au plus vite de cette crise. »

Florence Lustman, Présidente de la FFA



Coronavirus : les assureurs vont investir 200 millions d'euros dans le fonds de solidarité

23 MARS 2020 – SUD OUEST

C'est l'engagement que vient d'obtenir le ministre de l'Economie et des Finances de la part du comité de présidence de la **Fédération Française des Assurances** (FFA).

Après avoir pris l'engagement de conserver en garantie, pendant la durée du confinement, les contrats des entreprises en difficulté en cas de retard de paiement suite à la pandémie, les assureurs ont promis de contribuer au fonds de solidarité créé par le gouvernement pour soutenir les entreprises, en particulier les TPE dans le commerce ou la restauration.

La profession a aussi donné son accord pour travailler à la conception d'un produit d'assurance en cas de catastrophe sanitaire majeure afin d'améliorer l'offre de couverture assurantielle à destination des entreprises pour l'avenir.

« La contribution des assureurs au fonds de solidarité, (...) le maintien des garanties pour les TPE qui auraient des difficultés de paiement, sont autant de mesures fortes pour soutenir notre tissu d'entreprises dans ces circonstances difficiles », souligne **Bruno Le Maire**, qui attend désormais des propositions innovantes de la part des assureurs pour la couverture des risques sanitaires majeurs. **EN SAVOIR+**

OFFRES

HSBC exploite les données d'Alibaba

22 MARS 2020 – C'EST PAS MON IDEE !

HSBC dévoile à **Hong Kong** une nouvelle solution de financement à destination des marchands en ligne qui exploite les données non conventionnelles fournies par la plateforme de logistique **Cainiao**, filiale du géant chinois **Alibaba**.

L'offre est accessible dès maintenant à toutes les entreprises présentes sur la plateforme de e-commerce de détail **Tmall**, une filiale d'Alibaba. Elle leur permet d'obtenir des prêts (jusqu'à 500 000 dollars) grâce à une évaluation de leur fiabilité basée sur les mouvements de marchandises qu'elles génèrent.

Les données transmises par **Cainiao** comprennent l'historique de l'activité du e-commerçant, les principales marques qu'il distribue, les notes qu'il obtient, son inventaire etc. en temps réel. En comparaison d'un score traditionnel, l'avantage de ces caractéristiques est qu'elles peuvent éclairer les décisions en fonction d'un contexte spécifique, comme celui que nous vivons aujourd'hui.

Malheureusement, le dispositif déployé par **HSBC** ne se situe pas au niveau des champions du moment. En dépit de sa promesse de réactivité, les délais annoncés pour une approbation de crédit s'avèrent plutôt longs, 7 jours semblant être le minimum envisageable... **EN SAVOIR+**





Revolut launches in the United States 🇺🇸

America, we come bearing good news in these uncertain times. Revolut, the financial super app trusted by more than 10 million people worldwide, has landed in the United States. Imagine, one app to

La néobanque britannique Revolut se lance aux Etats-Unis

24 MARS 2020 – USINE DIGITALE

L'offre entièrement digitale de **Revolut** est disponible aux **Etats-Unis** depuis le 23 mars. La fintech britannique suit donc sa feuille de route dans un contexte économique compliqué, mais qui pourrait lui être favorable.

Revolut a l'avantage de proposer des offres basées sur les outils numériques, ce qui pourrait jouer en sa faveur malgré le contexte économique compliqué. Les clients pourraient préférer la solution d'une banque digitale pour effectuer leurs opérations courantes. Par ailleurs, l'augmentation des transactions en ligne et du paiement sans contact amoindrissent la circulation d'espèces et donc les besoins de retraits pour les personnes bancarisées.

Revolut est l'une des plus grandes réussites en matière de néobanques. Elle revendique plus de 10 millions d'utilisateurs grâce à son offre composée d'un compte mobile et accessible depuis un smartphone via une application. Elle tend à devenir une plateforme de services financiers complets dans l'avenir.

Pandémie ou pas, Revolut vise tout de même quelques 100 millions de clients d'ici 3 à 5 ans. Elle devra néanmoins composer avec la concurrence européenne, à laquelle s'ajoutent les **MoneyLion** et autres **Chime**, très populaires auprès des jeunes Américains. **EN SAVOIR+**

DISTRIBUTION

Les réseaux bancaires à l'épreuve de la crise

20 MARS 2020 – C'EST PAS MON IDEE !

Avec l'extension de la crise sanitaire, les réseaux d'agence sont dorénavant au cœur des débats... et, au moins pour les français, des polémiques.

Si les grandes institutions financières n'ont pas attendu les décisions gouvernementales pour fermer préventivement certaines agences, rares sont celles ayant décidé de fermer l'ensemble de leur réseau... Pourtant, la banque devrait constituer un des principaux secteurs capables de s'engager dans un confinement quasi-total.

En effet, très peu d'opérations nécessiteraient un déplacement en agence, si la digitalisation réelle des processus avait été à la hauteur des discours et si les solutions trouvées lors des crises précédentes – comme la dématérialisation du dépôt de chèque instituée aux Etats-Unis après le 11 septembre 2001 - avaient été reproduites.

Le temps passant, l'hypothèse d'une transition accélérée de la banque vers une relation exclusivement à distance deviendra de plus en plus réaliste. Et les personnes qui sont actuellement en première ligne dans les agences, légitimement inquiètes pour leur sécurité, devront alors affronter un autre défi : celui de trouver leur place dans une organisation profondément renouvelée. **EN SAVOIR+**



Coronavirus : les plateformes de prêts pour PME réagissent face à la crise

23 MARS 2020 – MINDFINTECH

Plusieurs plateformes de prêt en ligne pour les entreprises ont annoncé des initiatives visant à aider leurs emprunteurs touchés par la crise du coronavirus.

Premier objectif : soulager les entreprises qui doivent rembourser un prêt contracté sur les plateformes et éviter leur faillite et un non-remboursement total par la suite. La plateforme **October** a ainsi envoyé un mail à ses prêteurs particuliers pour leur demander de se prononcer sur un gel des remboursements pour avril, mai et juin 2020. La plupart des autres plateformes indiquent procéder au cas par cas pour les emprunteurs qui le demandent.

Autre volet de la réponse à la crise : continuer à accorder des prêts aux entreprises qui ont besoin de se financer. **WeShareBonds** a annoncé le lancement d'une nouvelle offre de crédit court terme.

Toutes les plateformes, cependant, ne gardent pas les vannes des prêts ouvertes. **Look & Fin** suspend ses financements, au moins jusqu'au début du mois d'avril. Quelques analystes continuent tout de même d'étudier des dossiers, en vue de la reprise. [EN SAVOIR+](#)



Square ouvrira une banque aux Etats-Unis dès 2021

19 MARS 2020 – USINE DIGITALE

Sobrement baptisé **Square Financial Services**, la fintech, dirigée par **Jack Dorsey**, patron de **Twitter** a reçu l'approbation sous conditions de la **Federal Deposit Insurance Corporation** (FDIC) et du département des Institutions financières de l'Utah – état où elle débutera ses activités.

Après **Varo Money**, Square est la seconde start-up à recevoir de tels agréments de la part du gouvernement fédéral en seulement quelques semaines. Contournant les procédures d'agrément, **LendingClub**, jeune pousse spécialisée dans le crédit en ligne a préféré déboursier 185 millions de dollars pour s'offrir la banque virtuelle **Radius** et son 1,4 milliard de dollars d'actifs.

Square a pour objectif de proposer de « *petits prêts* » et « *un service de dépôt* » à des sociétés de taille modérée, afin « *de bâtir un pont entre le système financier et les plus défavorisées* ».

Malheureusement, du fait de la crise sanitaire, la société d'investissements **Citi** a dégradé la cote de la start-up d'« *Occasion à saisir* » à « *Neutre* », affirmant s'attendre à ce que « *des répercussions disproportionnées* » se fassent ressentir sur son activité dans les prochains mois. [EN SAVOIR+](#)

DIGITAL

La banque ouverte au secours des freelances

24 MARS 2020 – C'EST PAS MON IDEE !

Un collectif informel d'acteurs de la fintech a créé une plateforme et engagé des discussions avec les instances gouvernementales en vue d'en faire la base d'une vraie solution d'indemnisation équitable à destination des millions de freelances que compte le **Royaume-Uni**.

La réponse s'appelle **CovidCredit**. Elle s'appuie sur l'infrastructure de banque ouverte mise en place depuis quelques années outre-manche. Son principe est trivial : le demandeur est invité à connecter son compte principal via les API disponibles dans tous les établissements, et les algorithmes concoctés pour l'occasion font le reste.

L'historique des transactions est analysé afin d'évaluer le niveau moyen de revenus de l'individu au cours des périodes passées. Leur comparaison avec les rentrées d'argent observées sur le mois en cours permet d'estimer la dégradation des gains, qui pourrait alors servir à étalonner une compensation juste.

Naturellement, le modèle comporte encore quelques failles comme l'ouverture d'un 2^{ème} compte, non déclaré, pour engranger des revenus « invisibles ». Il devrait pourtant être envisageable d'utiliser ce système dans un certain nombre de cas relativement faciles à contrôler ; l'urgence à laquelle font face ceux qui n'ont plus aucun moyen de subsistance méritant des compromis temporaires. **EN SAVOIR+**

Encore peu de processus automatisés de bout en bout dans l'assurance

04 AVRIL 2020 – CIO ONLINE

Une enquête réalisée par l'éditeur Iteso et l'Assurance en mouvement montre que les processus sont encore insuffisamment automatisés chez une majorité des assureurs français, ce qui nuit à l'expérience client et complique la gestion de la conformité réglementaire.

Selon cette enquête, sept assureurs sur dix estiment que le contexte impose une réduction des coûts et des délais de traitement, à la fois pour des raisons financières, réglementaires et d'expérience client. Pour les sondés, il s'agit notamment de répondre à l'évolution des attentes côté client : 37% d'entre eux visent ainsi un traitement immédiat des demandes de souscription. 41% désirent réduire la gestion des sinistres à quelques jours, et 31% souhaitent même pouvoir le faire dans la journée.

Malgré ces ambitions, environ $\frac{3}{4}$ des répondants indiquent qu'ils ont seulement automatisé des tâches, et non des processus opérationnels complets. Les raisons ? un système d'information en silos (cité par près de 25% des répondants), des processus partiellement digitalisés et la persistance de nombreuses tâches manuelles.

Les tâches manuelles génèrent en effet des goulets d'étranglement, tout en augmentant le risque d'erreurs. Cette automatisation insuffisante soulève également des enjeux sur le plan de la lutte contre la fraude. 41% des assureurs interrogés déclarent en effet qu'ils contrôlent moins d'un quart des dossiers. **EN SAVOIR+**

Covid Credit Menu

A **proof of concept** helping self-employed workers demonstrate loss of income from COVID-19 to HMRC.

This has yet to be given the green light by the UK Gov, join our waitlist to be the first to know.

e-mail

Register



La Parisienne Assurances automatise la gestion des contrats via la blockchain Quorum

02 AVRIL 2020 – CRYPTONAUTE

La Parisienne Assurances dispose de 125 000 contrats d'assurance sur une blockchain privée **Quorum**. En 2020, elle lancera un nouveau produit d'assurance pour la mobilité combinant blockchain et objet connecté grâce au réseau **OG Sigfox**.

L'assureur a démarré le déploiement d'une blockchain privée au sein de son système de gestion en 2018 – au départ **Chain.com** et désormais **Quorum**. « *La blockchain, c'est véritablement tout notre back-office de gestion des contrats et des sinistres dans lequel on vient automatiser tout le cycle de vie du contrat et indemniser automatiquement et proactivement le client via les différents triggers (événements déclencheurs : données publiques (météo, retard d'avion, etc.), privés (via des tiers de confiance) et désormais aussi l'Internet des objets (IoT).)* » détaille le CDO.

L'IoT pour activer et désactiver l'assurance : Le capteur **Sigfox** permet ainsi d'informer l'assureur de l'utilisation d'un véhicule. De cette façon, le client paie uniquement en fonction de son usage. L'assurance est donc activée et désactivée automatiquement pour un paiement selon l'usage réel, tout en minimisant la collecte de données pour une conformité RGPD.

L'objectif fin 2020 de **La Parisienne Assurances** est ainsi de finaliser la gestion sur la blockchain de l'ensemble de ses contrats d'assurance. L'automatisation des sinistres sera le chantier 2021 de l'assureur. **EN SAVOIR+**

PAIEMENTS



Carte bancaire : le plafond du sans contact relevé à 50 euros... après la crise

27 MARS 2020 – MONEYVOX

CB, le réseau français de paiement par carte bancaire, envisage de relever à 50 euros le plafond du sans contact. Mais pas à court terme, principalement pour des raisons techniques.

L'**Autorité bancaire européenne** a conseillé de relever partout le plafond à 50 euros, le maximum autorisé par la réglementation européenne. Un plafond qui est d'ores et déjà appliqué dans certains pays européens, comme le **Royaume-Uni** ou la **Pologne**.

CB a annoncé que le relèvement du plafond n'était pas d'actualité, principalement pour des raisons techniques, dans la mesure où il nécessiterait une série de mises à jour, notamment des terminaux de paiement et des serveurs d'autorisations, et présenterait donc un risque industriel.

En attendant, CB discute avec la grande distribution pour trouver des solutions permettant d'élargir l'usage du sans contact avec les règles actuelles, comme par exemple, un règlement en deux paiements sans contacts successifs qui permettrait d'aller jusqu'à 60 euros d'achat. **EN SAVOIR+**

Lydia pour les personnels de santé qui téléconsultent



Lydia et PayPlug gratuits pour les médecins qui téléconsultent

27 MARS 2020 – LE MONDE INFORMATIQUE

Pour faciliter la mise en place rapide de téléconsultations médicales et permettre aux médecins d'accepter les règlements en ligne, les spécialistes du paiement mobile **Lydia** et **PayPlug** proposent leurs solutions sans frais d'encaissement pendant plusieurs semaines.

L'app mobile **Lydia Pro** s'installe sur les smartphones et tablettes et ne requiert aucun autre équipement. Les démarches administratives pour ouvrir un compte sont allégées et les paiements par carte bancaire peuvent être immédiatement encaissés. A la fin de la consultation, le patient reçoit un SMS ou un email lui notifiant la demande de règlement et peut alors payer en cliquant sur le lien sécurisé transmis ou via l'application Lydia.

De son côté, PayPlug s'est associé à la plateforme de téléconsultation par vidéo **LIVI** pour monter une offre spéciale gratuite (au minimum jusqu'au 30 avril) destinée aux médecins et professionnels de santé. L'application **LIVI Connect** est fournie par **KRY-LIVI** qui a déjà permis plus de 1,5 million de téléconsultations en **Europe**.

Parallèlement à cette offre, PayPlug soutient les initiatives de plateforme de e-commerce comme **Prestashop**, **Shopify** et **Wynd** pour déployer une activité en ligne rapidement, et offre 3 mois d'abonnement aux nouveaux marchands. [EN SAVOIR+](#)

Appel à candidature - expérimentations monnaie digitale de banque centrale

[ACCÉDER AU SITE](#)

Malgré la crise, la Banque de France poursuit ses travaux sur une e-monnaie

03 AVRIL 2020 – LA TRIBUNE

La banque centrale a donné le coup d'envoi de son appel à projets autour d'une monnaie numérique basée sur la blockchain et réservée aux transactions entre les institutions financières. Les dix dossiers sélectionnés à l'échelle européenne seront connus début juillet.

Concrètement, la **Banque de France** souhaite mener des expérimentations autour de deux grandes problématiques : comment échanger la représentation numérique d'un euro au sein d'un ensemble de participants et comment faire circuler une représentation numérique d'un euro contre une représentation numérique d'un titre financier, coté ou non coté.

L'appel à projets s'inscrit à l'échelle européenne et n'est donc pas uniquement réservé aux structures françaises. Les aspirants ont jusqu'au **15 mai** pour y répondre et les candidatures pourront se faire à titre individuel ou de manière groupée.

Des entretiens avec les candidats dont les dossiers sont éligibles sont prévus courant **juin** et la sélection des **dix structures retenues** sera connue en **juillet** de manière à débiter les expérimentations ; « Il s'agit d'une première tranche d'un programme d'expérimentation. Il est possible que nous rouvrions à l'avenir une deuxième tranche », indique l'institution. [EN SAVOIR+](#)

REGLEMENTAIRE

IFRS 17 : un nouveau report acté

24 MARS 2020 – L'ARGUS DE L'ASSURANCE

Le bureau international des normes comptables (**IASB**) vient d'acter le report de la mise en application de la norme comptable internationale, IFRS 17 au 1^{er} janvier 2023.

Si la décision a également été accompagnée de l'exemption temporaire d'application d'IFRS 9 (Instruments financiers) selon le même calendrier, **Insurance Europe**, la fédération européenne de l'assurance, regrette toutefois que l'IASB ait décidé de ne pas répondre aux préoccupations concernant l'exigence de cohortes annuelles (contrats souscrits la même année).

Après avoir obtenu un délai d'un an supplémentaire, les assureurs français et européens étaient montés au créneau pour demander à l'IASB de reporter la mise en application de la nouvelle norme. Dénonçant sa complexité, ils mettaient également en exergue l'incohérence de son contenu et le fait qu'il soit inadapté par rapport à la réalité de l'activité d'assurance.

Le contenu de la norme doit être arrêté par l'IASB de manière définitive au 30 juin. IFRS 17 devra encore être homologuée par l'**EFRAG** (European Financial Reporting Group) puis adoptée par le **Parlement** et le **Conseil de l'UE**. **EN SAVOIR+**



Coronavirus : Groupe Pasteur Mutualité pour le don de RTT aux soignants

23 MARS 2020 – L'ARGUS DE L'ASSURANCE

Le groupe mutualiste propose de modifier la loi sur le don de RTT.

GPM lance une proposition en faveur des professionnels de santé mis à dure épreuve actuellement : permettre aux salariés du secteur privé de leur faire don de jours de RTT ; les entreprises prendraient alors en charge le paiement des charges sociales des jours cédés. Le groupe mutualiste suggère aussi que les jours donnés puissent être convertis en euros par les bénéficiaires ou versés sur un compte épargne temps.

GPM aurait déjà lancé une campagne de sensibilisation auprès de parlementaires en vue d'un dépôt d'une proposition de loi (PPL) en ce sens, afin de modifier la loi existante sur le don de RTT. Cette dernière, rappelle-t-on, n'autorise le don de RTT qu'entre salariés de la même entreprise.

Lorsque la pandémie sera vaincue, cette mesure « *socialement juste et économiquement efficace* » permettra aux soignants de se reposer, souligne GPM. **EN SAVOIR+**

#JeDonneMesRTT

Et si l'on modifiait sans attendre la loi sur le don de RTT afin de les céder aux soignants ?

RAPPROCHEMENTS



Crise du coronavirus : quelles conséquences sur l'opération Covéa-PartnerRe ?

26 MARS 2020 – L'ARGUS DE L'ASSURANCE

Covéa a signé le 3 mars un protocole d'accord en vue de racheter **PartnerRe**, pour 9 Milliards de dollars en cash.

Au regard de la crise actuelle, cette valorisation n'apparaît plus justifiée et Covéa pourrait être tenté de renégocier le prix à la baisse avec le vendeur, la famille **Agnelli**. En cas de refus, Covéa pourrait actionner trois leviers.

L'une des options consiste à rompre le contrat au moyen du versement d'une commission appelée « *break-up fee* », s'élevant à 175 millions de dollars. Une autre option consiste à activer la « *material adverse change clause* » prévue au contrat et qui a pour objet de prémunir l'acquéreur de la survenance d'événements susceptibles d'impacter de façon significative la situation de la société cible, en lui permettant, à certaines conditions, de se libérer du contrat. Enfin, si le contrat est régi par le droit français, l'activation d'une « clause de force majeure », pourrait être une troisième solution de rupture.

La question de la valeur de **PartnerRe** n'est pas anodine alors que la crise secoue également les sociétaires des mutuelles d'assurance (**MAAF, MMA, GMF**) composant le groupe Covéa, et dont les fonds propres accumulés permettent de financer cette opération. En interne, des craintes commencent à poindre. La CGT a demandé une expertise du projet. **EN SAVOIR+**

LE CONSEIL SUR-MESURE POUR TRANSFORMER ET OPTIMISER VOS ENVIRONNEMENTS LES PLUS COMPLEXES.



csaconsulting est devenu en plus de 20 ans un partenaire privilégié des principaux groupes bancaires et d'assurance, en France et à l'international. Cultivant une véritable alternative aux grands cabinets de conseil, notre approche est opérationnelle, pragmatique et apporte à nos clients une réelle plus-value en toute objectivité.

CONTACTEZ-NOUS